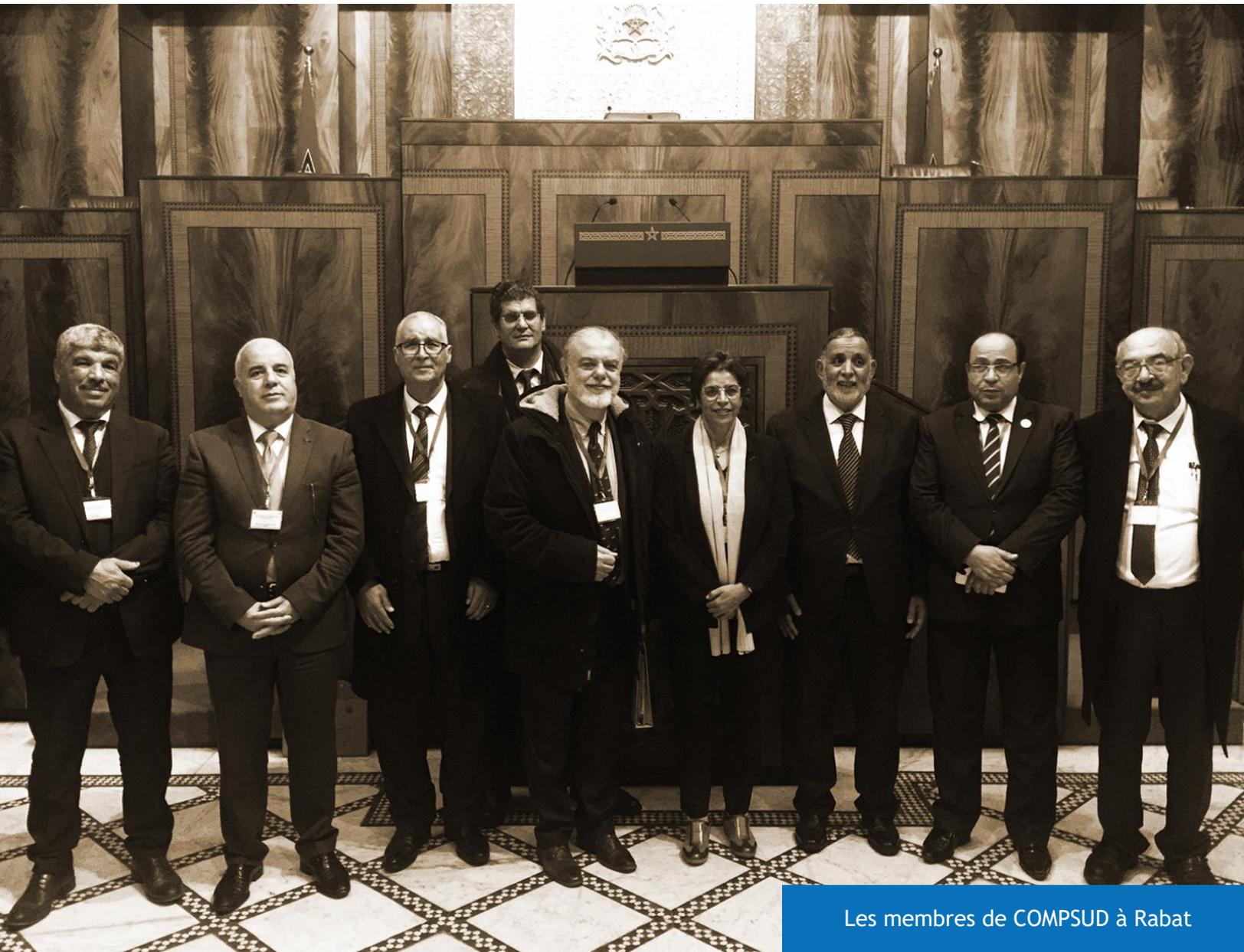




# RAPPORT DE LA 14<sup>e</sup> REUNION DE COMPSUD

Lancer une nouvelle décennie de développement durable en Méditerranée

16-18 décembre 2019, Maroc



Les membres de COMPSUD à Rabat

COMPSUD est facilité conjointement par :

le Bureau d'Information Méditerranéen pour l'Environnement, la Culture et le Développement Durable (MIO- ECSDE)  
et le Partenariat Mondial de l'Eau - Méditerranée (PME-Med)



Global Water  
Partnership  
Mediterranean



**Cercle des  
Parlementaires  
Méditerranéens pour le  
Développement Durable**

**Secrétariat conjoint**

Bureau d'Information  
Méditerranéen pour  
l'Environnement, la Culture et  
le Développement Durable  
(MIO- ECSDE) & Partenariat  
Mondial de l'Eau - Méditerranée  
(PME-Med)

**Coordonnées**

12, rue Kyrristou, 10556  
Athènes, GRECE

[info@mio-ecsde.org](mailto:info@mio-ecsde.org)

+30 210 3247490

**COMPSUD** (le Cercle des Parlementaires Méditerranéens pour le Développement Durable) est une structure ouverte, flexible et souple, visant à promouvoir des mécanismes appropriés pour soutenir le dialogue entre les Membres des Parlements - des pays méditerranéens de l'UE et non - hommes politiques et autres parties prenantes sur la protection de l'environnement méditerranéen et les conditions socio-économiques nécessaires au développement durable de la région.

COMPSUD a été fondé avec l'encouragement du Bureau d'information méditerranéen pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE) et du Partenariat Global pour l'eau - Méditerranée (GWP-Med) en décembre 2002, à la suite du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable (WSSD), qui a réaffirmé que le développement durable comme un élément central de l'agenda international et a mis en évidence le rôle important des partenariats et du dialogue entre les diverses parties prenantes, ci-inclus les Représentants Parlementaires et les politiciens.

À la fin de 2019, parmi les membres de COMPSUD (92), environ 40 sont actifs et dynamiques.

MIO-ECSDE et GWP-Med continuent de faciliter conjointement le secrétariat de COMPSUD.

# contenu

Aperçu des événements de Rabat .....	4
La 14e Réunion de COMPSUD ou 14ème Dialogue régional annuel "Lancer une nouvelle décennie de développement durable en Méditerranée" .....	5
La séance administrative de COMPSUD .....	8
1. Introduction .....	8
2. Rapport des Activités 2017-2019 .....	8
2.1. Réunions.....	8
2.2. Participation de COMPSUD aux projets .....	9
2.3. Participation de COMPSUD aux processus internationaux et régionaux.....	10
3. Discussion sur la collecte de fonds pour le Cercle .....	11
4. Élections du conseil d'administration de COMPSUD 2020-2021 .....	11
5. Autres affaires .....	12
ANNEXE 1 .....	14
ANNEXE 2 .....	15



Rabat 2019

Photo de groupe à l'extérieur  
du Parlement marocain

*Durabilité. Engagement.*

*Développement. Méditerranéen.*

## Aperçu des événements de Rabat

Tous les membres de COMPSUD ont été invités par le Président, Prof. Moh Rejdali, et le Secrétaire général, Prof. Michael Scoullas, en octobre 2019 à participer à la 14e Réunion de COMPSUD ou, autrement dit, au 14ème Dialogue régional annuel des parlementaires, journalistes, ONG et autres parties prenantes, intitulé "Lancer une nouvelle décennie de développement durable en Méditerranée" qui a eu lieu au siège du Président, le Parlement du Royaume du Maroc, à Rabat, le 17 décembre 2019. Plus de 120 personnes de la plupart des pays méditerranéens ont participé à la réunion. Le résultat le plus notable de la réunion a été la **Déclaration de Rabat** (lire le texte complet en annexe 2).

Une session administrative fermée des parlementaires membres du Cercle a été organisée le soir même, tandis que la veille, une formation pour les journalistes et les ONG méditerranéennes sur le thème "Sensibilisation aux

zones humides côtières méditerranéennes et aux solutions Nexus basées sur la nature en temps de changement climatique" a eu lieu à l'hôtel Farah. Le 18 décembre, les membres de COMPSUD ont pu visiter la zone humide de Sidi Boughaba - un site Ramsar au nord de Rabat. (voir plus d'informations en annexe 1)

Les réunions ont été organisées par COMPSUD avec le soutien de MIO-ECSDE (avec le soutien financier de la subvention de fonctionnement LIFE+ de l'Union Européenne) et du GWP-Med. Elles ont aussi été soutenues par MedWet avec le soutien financier de la fondation MAVA pour la nature, de l'Institut international de gestion de l'eau et du projet "Making Water Cooperation Happen in the Mediterranean" (alias Water Matchmaker) soutenu par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida).

## La 14e Réunion de COMPSUD ou 14ème Dialogue régional annuel "Lancer une nouvelle décennie de développement durable en Méditerranée"

Le 14e dialogue régional annuel (ou 14e réunion de COMPSUD) a eu lieu à un moment où les difficultés et les défis importants concernant l'environnement et le développement durable dans le monde entier, en général, et dans la Méditerranée en particulier, sont devenus visibles pour l'ensemble de la société et où un nouveau stimulus est nécessaire pour une vision inspirante pour les aborder dans la nouvelle décennie vers 2030 et pour atteindre les objectifs de développement durable dans la région.

Plus de 180 parties prenantes méditerranéennes, parmi lesquelles de hauts fonctionnaires marocains, des représentants de l'Union pour la Méditerranée (UpM), du PNUE/PAM, de la Ligue des États arabes (LEA), des parlementaires, des membres de COMPSUD, du COMJESD (Cercle des journalistes méditerranéens pour l'environnement et le développement durable), des médias, des scientifiques et d'autres représentants de la société civile venant d'Albanie, de Belgique, de Croatie, de Chypre, d'Égypte, de France, de Grèce, d'Italie, de Jordanie, du Liban, du Maroc, de Palestine, du Portugal, de Slovénie, de Tunisie et de Turquie, se sont réunis dans le siège du Parlement du Royaume du Maroc, le 17 décembre 2019.



### Rabat, Dec 2019

De gauche à droite : Le président de COMPSUD, Prof. Rejdali, le président du Parlement, Prof. Malki, et le secrétaire exécutif de COMPSUD, Prof. Scoullou, lors de la séance d'ouverture du 14e Dialogue régional annuel de COMPSUD.

La réunion a été inaugurée par le président du Parlement marocain, Prof. Habib El Malki, qui a exprimé l'importance de ce dialogue régional à un moment où la région méditerranéenne est confrontée à des défis géopolitiques et environnementaux critiques et où le rôle des parlementaires de tout l'éventail politique, en tant que régulateurs et "contrôleurs", est extrêmement important. Prof. Malki a réitéré l'importance particulière de la thématique de cette réunion pour le royaume du Maroc qui a les Objectifs de Développement Durable au cœur de ses politiques publiques et il a souligné le rôle de COMPSUD dans le développement des politiques transfrontalières et l'échange Nord-Sud et Sud-Sud d'expertise et de technologies.

Le président de COMPSUD, Prof. Moh Rejdali, a déclaré que la scène méditerranéenne nécessite l'adoption d'une bonne gouvernance fondée sur des informations opportunes, précises, objectives et scientifiquement fondées. Toutes les parties prenantes méditerranéennes sont invitées, a mentionné Prof. Rejdali, à intensifier leur engagement et leur collaboration pour parvenir à un développement durable dans un bassin considéré comme l'un des points clés du monde où l'on trouve une concentration exceptionnelle de biodiversité et qui est confronté à de graves menaces environnementales.

Sur une note plus positive, le secrétaire exécutif de COMPSUD, Prof. Scoullou, a mis l'accent sur les progrès significatifs qui ont été réalisés dans un certain nombre de domaines clés au niveau régional et/ou national, notamment : la réduction des rejets de déchets urbains et industriels non traités dans la mer Méditerranée ; l'intégration de la prévention de la pollution dans les programmes régionaux et nationaux et le passage à une économie verte et circulaire par l'adoption et l'application des pratiques de consommation et de production durables ; la désignation de nouvelles zones protégées ; pour n'en citer que quelques-unes. Malgré ces évolutions positives, a ajouté Prof. Scoullou, les pays méditerranéens sont aujourd'hui confrontés à des défis communs qui exigent un niveau élevé de réponses multilatérales, des actions collectives et la mobilisation de ressources importantes.



### Rabat 2019

Mme Fatiha Suddas, membre de COMPSUD, présidant la première session. Les panélistes de gauche à droite : Dr. Djamel Djaballah (LAS-Ligue des États arabes), M. Isidro González Afonso (Secrétaire général adjoint, Eau, Environnement et Économie bleue, Secrétariat de l'UpM), M. Jean-François Moret (Délégation de l'UE au Maroc), Prof. Michael Scoullou, Mme Fatiha Suddas, M. Mohamed Benyahia (Secrétaire général - Ministère de l'énergie, des mines et de l'environnement, Maroc), M. Elgour (Directeur de Cabinet du Ministre - Ministère de l'équipement, des transports, de la logistique et de l'eau)

La première session du Dialogue, présidée par la députée Fatiha Suddas, a été lancée par M. Mohamed Benyahia, secrétaire général du ministère de l'énergie, des mines et de l'environnement et M. Elgour, directeur de cabinet du ministre de l'équipement, des transports, de la logistique et de l'eau, qui ont évoqué les priorités du Maroc par rapport à son Agenda "méditerranéen" pour l'environnement, l'eau, l'énergie, etc.

M. Isidro González Afonso, secrétaire général adjoint du secrétariat de l'UpM, division Eau, environnement et économie bleue, a évoqué les résultats du rapport du MedECC en les qualifiant d'"alarmants". Il a également cité les récentes initiatives de l'UpM, comme l'approbation de l'Agenda pour l'eau en Méditerranée, qui associe l'eau, l'emploi et la migration dans le cadre de l'un de ses quatre thèmes, et a élaboré une stratégie financière pour améliorer l'accès à l'eau potable dans la région. L'année 2020 sera cruciale aux niveaux international et régional, a-t-il ajouté, notamment avec deux réunions ministérielles pertinentes de l'UpM : l'une sur l'économie bleue et l'autre sur l'environnement et le changement climatique ayant pour base le pacte vert de la nouvelle Commission européenne.

La coordinatrice adjointe du PNUE/PAM, Mme Tatjana Hema, a présenté les résultats de la 21e réunion des parties contractantes de la Convention de Barcelone qui a eu lieu il y a quelques jours et a souligné que la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD 2016-2025) est un document d'orientation stratégique régional, conforme aux engagements internationaux et à l'Agenda 2030 et aux SDG.

"Le pacte vert" est la réponse européenne aux défis actuels. Cette nouvelle stratégie de développement vise à transformer l'UE en une société équitable et prospère, dotée d'une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, avec zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050, dans laquelle la croissance économique sera dissociée de l'utilisation des ressources", a déclaré M. Jean-François Moret. Il a également précisé que le "pacte vert" s'appliquera également au pays du voisinage et que des ressources considérables sont prévues à cet effet.



Rabat, Dec 2019

S.E. M. Jérôme Bignon, sénateur  
de la Somme et président de  
RAMSAR France

S.E. M. Jérôme Bignon, sénateur de la Somme et président de RAMSAR France, a présidé la deuxième session qui, après une présentation d'ouverture sur les conclusions préliminaires du rapport MedECC par Prof. Maria Snoussi, a permis aux parlementaires et aux parties prenantes de prendre la parole. Plusieurs parlementaires ont présenté les obstacles de leur pays à la réalisation du développement durable ainsi que leurs récentes réalisations. S.E. M. Bignon a mentionné les nombreux avantages des zones humides, les initiatives de la France pour les sauvegarder, et comment la gestion efficace des côtes peut être utilisée pour atténuer les impacts du changement climatique.

Lors de la troisième session, présidée par M. Mohammed Abu Settah, membre du Parlement jordanien, des experts de MedECC, de MedWet, du WWF Afrique du Nord, de l'IWMI et du GWP-Med ont présenté les nombreuses façons dont les zones humides côtières, en tant que solution basée sur la nature, peuvent atténuer les impacts du changement climatique sur les zones côtières méditerranéennes. Les avantages de la gestion intégrée de l'interface terre/mer, notamment par l'approche Eau-Energie-Aliment-Ecosystèmes (WEFE), ainsi que des cartes de la sécheresse en tant qu'outils d'aide à la décision ont été présentés, ainsi que les actions menées avec succès dans les zones humides pour assurer leur protection et leur utilisation rationnelle.

Les principales conclusions de la réunion ont été présentées lors de la dernière session par Prof. Michael Scoullou dans la séance de clôture présidée par S.E. M. Mohamed Khalifa, membre de COMPSUD et membre du Parlement égyptien. La déclaration officielle de la réunion a été approuvée à l'unanimité par la plénière après avoir été lue sur écran et adaptée pour inclure les points de vue et les suggestions des participants. Ainsi, équipés d'informations opportunes, précises, objectives et scientifiquement fondées, les parlementaires et les autres parties prenantes se sont mis d'accord sur la Déclaration de Rabat (ENG, FR).



## Obtenez toutes les nouvelles

POUR LES PRÉSENTATIONS ET DÉCLARATIONS DE LA RÉUNION ANNUELLE, VEUILLEZ SUIVRE CE LIEN : <http://mio-ecsde.org/parlementaires-fonctionnaires-journalistes-scientifiques-et-ong-de-la-mediterranee-en-bonne-voie-pour-faire-de-la-nouvelle-decennie-une-decennie-durable/>

POUR LES PHOTOS DE LA RÉUNION, VEUILLEZ SUIVRE CE LIEN : <https://tinyurl.com/uenw3nh>

## La séance administrative de COMPSUD

### 1. Introduction

La session à huis clos de COMPSUD a été gracieusement accueillie le mardi 17 dans une salle de réunion du Parlement du Royaume du Maroc de 19.00 à 20.30. L'ordre du jour comprenait : (i) un rapport d'activités et la situation actuelle du Cercle ; (ii) une discussion sur les efforts de collecte de fonds ; (iii) les élections ; et (iv) autres affaires. Les neuf membres du Cercle qui ont participé à cette réunion, malgré leurs nombreuses obligations, sont :

- Prof. Moh REJDALI, Maroc
- Mme. Fatiha SADDAS, Maroc
- M. Mohammed KHALIFA, Egypte
- M. El Sayed HEGAZY, Egypte
- M. Mohamad ABU SETTEH, Jordanie
- M. Ibrahim BANI HANI, Jordanie
- M. Walid ASSAF, Palestine
- M. Mohamed Karim KRIFA, Tunisie
- M. Thameur SAAD, Tunisie

Le secrétaire général, Prof. Michael Scoullos, a également participé à la session, ainsi qu'Anastasia Roniotes du MIO-ECSDE (cette dernière a pris note des discussions). Le président, Prof. Rejdali, a facilité la réunion.

### 2. Rapport des Activités 2017-2019

Le rapport couvre la période depuis la dernière réunion à huis clos du Cercle des Parlementaires Méditerranéens pour le Développement Durable à Nicosie, Chypre, en novembre 2017, de 10h00 à 12h00 à l'hôtel Hilton Park.

#### 2.1. Réunions

Le dialogue de 2017 de COMPSUD, d'ONGs, de journalistes et d'autres parties prenantes sur les problèmes environnementaux actuels a été organisé avec le soutien financier de la subvention de fonctionnement LIFE+ du projet MIO-ECSDE et SWIM-H2020 SM. Outre la réunion administrative de COMPSUD, trois événements consécutifs ont été combinés :

- Formation régionale du mécanisme de soutien SWIM-Horizon 2020 financé par l'UE sur le "Renforcement de l'engagement des parties prenantes dans les agendas méditerranéens de l'environnement et de l'eau" (20-22 novembre 2017). Les résultats ont été soumis à l'Union pour la Méditerranée et des éléments ont été pris en compte dans la conception de la planification de la phase post-2020.
- Formation régionale du mécanisme de soutien SWIM-Horizon 2020 financé par l'UE sur "l'éducation au développement durable en Méditerranée" (22-24 novembre 2017). (Voir aussi : <https://www.swim-h2020.eu/fr/22-24-novembre-2017-nicosia-cyprus-swim-h2020-sm-atelier-de-formation-regional-a-leducation-en-vue-du-developpement-durable-edd/>)
- Session spéciale sur le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de la MSED, organisée au Parlement de Chypre, le 22 novembre 2017.



#### COMPSUD 12

Dr Dionysia-Theodora Avgerinopoulou, en quittant la présidence de COMPSUD, félicite le nouveau président, le député Moh Rejdali, et le vice-président, le député Mohamed Khalifa. Le Prof. Michael Scoullos, se tient à droite. (Chypre 2017)



**COMPSUD 13**  
 Photo de groupe à  
 l'extérieur du  
 Parlement européen  
 (Bruxelles 2018)

Le dialogue de 2018 de COMPSUD, d'ONG, de journalistes et d'autres parties prenantes sur les problèmes environnementaux actuels a été organisé avec le soutien financier de la subvention de fonctionnement LIFE+ de MIO-ECSDE et de GWP-Med à Bruxelles :

- [Une mer Méditerranée sans plastique en gestation : les membres du Parlement et les principales parties prenantes discutent de l'état d'avancement des travaux et des avancées réalistes](#) : Cette réunion a eu lieu au Parlement européen, à Bruxelles, le 21 novembre de 16h30 à 19h00. Elle a été organisée par Searica du Parlement européen en coopération avec COMPSUD. C'était une occasion unique où des membres du Parlement européen et des députés de pays tiers se sont réunis avec des experts en matière de déchets marins, des ONG environnementales, des journalistes et d'autres acteurs clés pour explorer les prochaines étapes de la réalisation d'une mer Méditerranée sans déchets.
- [Table ronde régionale consacrée au débat sur le lien entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes dans la région MENA et dans la région méditerranéenne en général : comment le mettre au service du développement durable aux niveaux national et transfrontalier](#) : Des parlementaires, des journalistes et des ONG de 20 pays se sont réunis à Bruxelles le 22 novembre 2018 pour débattre du lien entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes en Méditerranée. L'objectif de l'événement était d'améliorer la compréhension du cadre du Nexus et d'identifier les actions nécessaires pour le réaliser en Méditerranée, en se concentrant en particulier sur le rôle des parlementaires et des médias.

## 2.2. Participation de COMPSUD aux projets

Le président de COMPSUD est membre du conseil consultatif du projet D-NOSES (Distributed Network for Odour Sensing, Empowerment and Sustainability), financé par l'UE. Il s'agit d'un programme spécifique d'Horizon 2020 avec et pour la société (SWaFS). Il s'attaque à la pollution par les odeurs dans le but de l'introduire dans l'agenda politique. Il vise à mettre en œuvre le principe 10 de la convention de Rio et la convention d'Aarhus, qui appelle à l'engagement de la société civile et à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (SDG).

## COMPSUD 14

De gauche à droite : M. Isidro González Afonso, secrétaire général adjoint du secrétaire de l'UpM, Prof. Michael Scoullos, secrétaire exécutif de COMPSUD, Prof. Habib El Malki, président du Parlement marocain et Prof. Moh Rejdali, président de COMPSUD, pendant une pause au Parlement marocain (17 décembre, Rabat, 2019)



## 2.3. Participation de COMPSUD aux processus internationaux et régionaux

Dr Dionysia-Theodora Avgerinopoulou (Grèce), députée membre de COMPSUD et ancienne présidente de COMPSUD, a été [vice-présidente du comité directeur de l'Organisation mondiale du partenariat pour l'eau \(Suède\)](#) jusqu'à la fin de 2019 et elle est membre du comité de nomination du GWPO.

COMPSUD est devenue membre de la [Commission méditerranéenne pour le développement durable \(CMDD\)](#) en 2018 et est depuis lors le vice-président du Comité directeur de la CMDD. Le président a participé aux réunions du comité directeur et aux réunions biennales de la CMDD. Le Secrétaire général suit également le processus de très près.

En tant que vice-président de la CMDD, COMPSUD a rédigé en 2018 deux notes conceptuelles (termes de référence), en coopération avec MIO-ECSDE, pour deux initiatives phares : l'une sur [l'accès du public à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement](#) et l'autre sur la [manière d'entreprendre des évaluations régionales, ainsi que des échanges de](#)

[connaissances, de solutions de haute et de basse technologie, qui ont été mis en œuvre avec succès pour parvenir à une réduction des déchets.](#) Les efforts déployés pour les promouvoir et obtenir les ressources nécessaires à leur mise en œuvre ont été fructueux. Dans le cadre du soutien à l'eau et à l'environnement dans la région du voisinage sud de l'ENI, deux activités régionales ont été incluses dans le programme de travail pour traiter ces deux initiatives phares. Elles se dérouleront au cours de la période 2021-2023.

Le président du COMPSUD a participé à la [21e réunion des parties contractantes à la Convention de Barcelone \(Naples, Italie, 2-5 décembre 2019\)](#). Il avait été invité à faire une déclaration de 3 minutes lors de la session ministérielle du 4 décembre, mais en raison du fait que les déclarations des parties contractantes ont pris plus de temps que prévu, aucune déclaration n'a été faite par les personnes ayant le statut d'observateur.

Les membres ont félicité les réalisations du cercle depuis novembre 2017.



**Des membres de COMPSUD  
au Parlement marocain  
(Rabat, Dec 2019)**

### 3. Discussion sur la collecte de fonds pour le Cercle

Un tour de table a suivi, les parlementaires présentant leurs idées sur la manière dont COMPSUD peut être davantage soutenu. En ce qui concerne les efforts de collecte de fonds, Prof. Scoullas a souligné l'importance pour le Cercle de rester indépendant et de maintenir son intégrité. Le financement provenant d'un pays ou d'entreprises doit être évité. Il a assuré les membres que des fonds sont disponibles par l'intermédiaire de MIO-ECSDE et de GWP-Med pour le fonctionnement du Cercle au cours des deux prochaines années.

En ce qui concerne les sources de financement, des projets ou un financement de base, provenant idéalement de l'UE, des Nations unies et de la LEA, seront sollicités. La possibilité d'une visite des membres du conseil d'administration de COMPSUD

à Bruxelles pour discuter des possibilités avec la Commission européenne seront explorées.

Prof. Scoullas a rappelé aux membres du Parlement qu'ils peuvent contribuer aux efforts de collecte de fonds de la fédération en accueillant les futures réunions dans leurs Parlements. La réunion actuelle au Parlement du Royaume du Maroc, où le Parlement a très généreusement offert le lieu, le déjeuner et les pauses café à tous les participants et aux membres du personnel dévoués pour soutenir la préparation et l'accueil de la journée, est un excellent exemple de collecte de fonds très utile. MIO-ECSDE et GWP-Med ont fourni le soutien technique (invitations, ordre du jour, documents, etc.) et les dispositions logistiques (voyage, hébergement et subsistance).

### 4. Élections du conseil d'administration de COMPSUD 2020-2021

COMPSUD est dirigé par un conseil d'administration composé de cinq membres au maximum. Il est composé d'un président et de vice-présidents dont le mandat dure deux ans. Des efforts sont faits pour maintenir un équilibre Nord-Sud dans sa synthèse.

Deux années se sont écoulées depuis la dernière élection du conseil d'administration de COMPSUD à Nicosie, Chypre (novembre 2017), où un conseil de trois membres a été élu : Moh Rejdali du Maroc (président), M. Mohamed Khalifa d'Égypte (vice-président) et M. Kostantinos Skrekas de Grèce (vice-président).

Le 21 novembre 2019, le secrétariat du COMPSUD a envoyé un appel de candidatures à tous les membres du Cercle, en vue de l'élection du nouveau Conseil d'Administration qui aura lieu le 17 décembre à Rabat. Deux documents ont été envoyés : Un formulaire de candidature où les membres pouvaient se proposer ou proposer une autre personne pour les postes de président et de vice-président, et un formulaire de candidature où il est demandé au candidat de fournir des informations complémentaires. Dans le délai imparti (6 décembre 2019), le secrétariat a reçu cinq candidatures : pour M. Mohammed Abu Setteh (Jordanie), M. Mohamed Khalifa (Égypte), Mme Dionysia-Theodora Avgerinopoulou (Grèce), M. Miodrag Vukovic (Monténégro) et M. Moh Rejdali (Maroc). Le Cercle a été informé par e-mail le 13 décembre des nominations.



### Rabat 2019

COMPSUD en séance à huis  
clos au Parlement marocain

À Rabat, lors de la réunion à huis clos, les membres ont proposé la décision unanime suivante pour le conseil d'administration du Cercle, composé de cinq membres :

Prof. Moh Rejdali a été réélu président après un mandat réussi de deux ans dans la direction du Cercle.

En tant que **vice-présidents** :

M. Mohamed Khalifa (Egypte)

M. Abu Setteh (Jordanie)

Mme Dionysia-Theodora Avgerinopoulou (Grèce), présidente de la commission de l'environnement du Parlement grec, ancienne présidente de COMPSUD

M. Miodrag Vukovic (Monténégro)

Les membres ont félicité le vice-président sortant, M. Konstantinos Skrekas, qui a été récemment réélu député et également nommé ministre adjoint de l'agriculture en Grèce.

## 5. Autres affaires

Sous le point " Autres affaires " de l'ordre du jour, la possibilité d'accueillir la 15e réunion COMPSUD (2020) au Parlement grec et la 16e réunion COMPSUD (2021) au Parlement chypriote a été discutée.

Dans le cadre du projet de soutien à l'eau et à l'environnement dans la région du voisinage sud (WES) d'ENI, une réunion de consultation incluant les députés et les autorités locales aura lieu en juin-juillet 2020 en vue de la réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique (qui devrait avoir lieu en octobre 2020). Cette réunion offre également une bonne opportunité optionnelle pour le dialogue annuel 2020 de COMPSUD. D'autres nouvelles suivront bientôt.

M. Ibrahim Bani Hani, membre du Parlement jordanien et depuis longtemps membre de COMPSUD, a indiqué qu'il s'agissait peut-être de sa dernière réunion COMPSUD, car il prévoit de se retirer complètement de la politique. Les membres ont exprimé leur appréciation pour ses contributions et ses efforts vifs pour avoir un impact réel en matière de développement durable en Jordanie.

*A la fin de la réunion, les membres de COMPSUD ont visité le bâtiment du Parlement du Royaume du Maroc, avec Prof. Moh Rejdali, hôte et président réélu de COMPSUD.*



#### Rabat 2019

M. Ibrahim Bani Hani (à gauche) et M. Mohammed Abu Setteh (à droite), membre jordaniens de COMPSUD, au Parlement marocain

## ANNEXE 1

### Formation pour les journalistes et les ONG de la Méditerranée "Sensibilisation aux zones humides côtières méditerranéennes et aux solutions basées sur la nature Nexus en temps de changement climatique"

Outre COMPSUD, MIO-ECSDE et GWP-Med facilitent le Cercle des journalistes méditerranéens pour l'environnement et le développement durable (COMJESD). Le Cercle vise à renforcer les experts en information et en communication dans leur capacité à sensibiliser et à informer les sociétés méditerranéennes, à améliorer les processus démocratiques et participatifs et à diriger plus efficacement le flux d'informations produites par les scientifiques, les ONG, etc. vers les décideurs, pour finalement influencer la formulation et la mise en œuvre des politiques.

Étant donné le rôle clé que les médias et la société civile ont à jouer dans la sensibilisation du public aux défis, aux impacts et aux solutions en matière de changement climatique, 20 journalistes méditerranéens, membres de la COMJESD et 45 représentants d'ONG ont participé à une série d'événements mettant l'accent sur les zones humides côtières méditerranéennes à Rabat, au Maroc, du 16 au 18 décembre 2019.

L'atelier a permis aux journalistes et aux représentants de la société civile de mieux comprendre les impacts du changement climatique en Méditerranée et les contributions des zones humides en tant que solutions naturelles pour atténuer les impacts du changement climatique et renforcer la résilience des communautés côtières, tout en protégeant la biodiversité. Des outils pertinents pour faire face à ces impacts, tels que l'approche Nexus eau-énergie-écosystème alimentaire (WEFE) et les cartes de la sécheresse, ainsi que certains outils de visualisation de données utiles aux journalistes, ont été présentés.

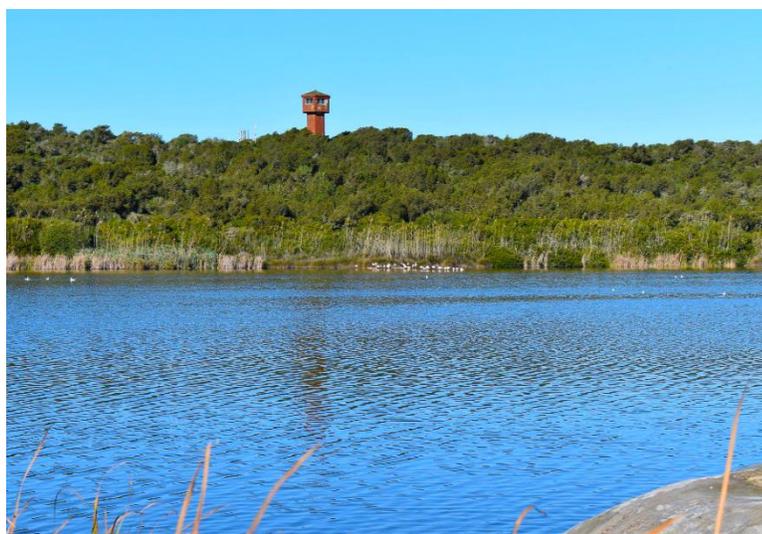
Obtenez toutes les nouvelles

POUR PLUS DE DETAILS SUR LA FORMATION POUR LES JOURNALISTES, VEUILLEZ SUIVRE CE LIEN :

<https://www.gwp.org/en/GWP-Mediterranean/WE-ACT/News-List-Page/empowering-mediterranean-journalists-ngos-on-mediterranean-coastal-wetlands/>

POUR LES PHOTOS DE LA FORMATION, VEUILLEZ SUIVRE CE LIEN:

<https://tinyurl.com/tuz6tr3>



### Visite sur le terrain de la zone humide de Sidi Boughaba, un site Ramsar

Les événements de Rabat se sont terminés par une visite sur le terrain à Sidi Boughaba qui a été ajoutée à la liste Ramsar des zones humides d'importance internationale en 1980. Cette zone est située sur la côte nord-ouest du Maroc à 25 km au nord de Rabat, elle couvre 635 ha et comprend un lac d'eau douce de 113 ha.

Le département des forêts a confié la gestion du site à SPANA Maroc (membre du MIO-ECSDE). SPANA a présenté le plan de

gestion qui vise à préserver la zone humide et qui est mis en œuvre en étroite collaboration avec la communauté locale, d'autres ONG et le soutien de l'autorité marocaine en charge des zones humides.

Les participants ont également visité le Centre national d'éducation à l'environnement (CNE) situé dans le site Ramsar de Sidi Boughaba. Le centre est utilisé comme un outil pédagogique pour sensibiliser les élèves et les enseignants à l'importance de la protection de la nature et des animaux en général et des zones humides en particulier.

POUR LES PHOTOS DE LA  
VISITE DU SITE, VEUILLEZ  
SUIVRE CE LIEN :

<https://tinyurl.com/t4bflff>

## ANNEXE 2

### La déclaration de Rabat

#### "Lancer une nouvelle décennie de développement durable en Méditerranée"

A l'invitation du Parlement du Royaume du Maroc et du Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD), des représentants de l'Union pour la Méditerranée (UpM), du Programme des Nations Unies pour l'environnement/PAM, de la Ligue des Etats arabes (LEA), des parlementaires, des membres du COMPSUD, du COMJESD (Cercle des journalistes méditerranéens pour l'environnement et le développement durable), autres médias et de la société civile (Albanie, Belgique, Chypre, Croatie, Egypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Portugal, Slovénie, Tunisie et Turquie) se sont réunis le 17 décembre 2019 à Rabat. Ils ont été informés et débattus sur les principales questions environnementales et de développement durable concernant la région méditerranéenne et ont conclu que des progrès significatifs ont été réalisés dans un certain nombre de domaines clés au niveau régional (Union pour la Méditerranée, Convention de Barcelone, Commission méditerranéenne pour le développement durable, Ligue des États arabes) et/ou national, notamment en matière de la réduction des rejets non traités de déchets urbains et industriels dans la mer Méditerranée ; l'intégration de la prévention de la pollution dans son programme d'action et l'adoption des pratiques de consommation et de production durables pour faire la transition vers une économie verte et circulaire ; la désignation de nouvelles zones protégées; l'intégration de l'Education

pour le Développement Durable (EDD) dans le système éducatif formel, non formel et informel, avec la participation de nombreuses parties prenantes ; l'adoption, dans plusieurs pays, d'incitations et/ou de législations visant à réduire l'utilisation des plastiques qui constituent une part importante des déchets marins ; le passage à une utilisation accrue des énergies renouvelables et des ressources en eau non conventionnelles. La décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) et le pacte vert pour l'Europe, entre autres, offrent des possibilités de politiques et d'actions transformatrices.

En dépit de ces développements très positifs, la région connaît des défis multiformes, comme les conflits anciens et nouveaux majeurs, la récession économique, l'instabilité politique et la croissance rapide de la population dans certains pays méditerranéens, notamment ceux des côtes Est et Sud du Bassin Méditerranéen. Cette situation augmentant les pressions sur les ressources naturelles et les sociétés de la Méditerranée s'est accompagnée d'une augmentation considérable des flux de réfugiés ainsi que de migrants économiques et environnementaux vers les pays méditerranéens. La situation critique générale est encore aggravée par le changement climatique affectant la région, qui se réchauffe 20 % plus vite que la moyenne mondiale, entraînant peut-être la crise écologique et climatique la plus grave de sa longue histoire, avec des sécheresses, des inondations, des chutes de neige et une couverture de glace plus fréquentes et plus graves sur les montagnes, les incendies de forêts, divers types d'érosion, l'intrusion d'eau de mer, la perte rapide de biodiversité, l'invasion d'espèces exotiques, ainsi que les impacts négatifs sur les monuments historiques et les œuvres d'art, sans oublier aussi la menace à la sécurité humaine, l'accroissement des conflits et les problèmes liés à la santé et au développement socio-économique, tous les phénomènes que la 25<sup>ème</sup> réunion des parties signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP25, Madrid, 2-13 décembre 2019) a échoué à prendre sérieusement en compte. Comme le soulignent les messages clés récemment approuvés du Rapport sur l'état de l'environnement et du développement de 2019 (2019 SoED), il est clair que les pays méditerranéens sont aujourd'hui confrontés à des défis communs, qui exigent un niveau élevé de réponses multilatérales, d'actions collectives et d'une mobilisation de ressources significatives.

Face à ces évolutions et dans la perspective de la nouvelle décennie 2020-2030, qui sera critique (peut-être la dernière décennie au cours de laquelle des mesures préventives d'atténuation et d'adaptation pourraient avoir une signification et un impact positif) pour l'avenir de l'environnement et du développement durable en Méditerranée et ailleurs, les gouvernements, les parlements nationaux, les Médias, les scientifiques, les organisations de la société civile, le secteur privé/entreprise et la société en général, doivent se réunir de manière efficace et rapide pour résoudre la crise écologique et climatique.

Cette réunion s'est concentrée sur la nécessité de travailler systématiquement ensemble afin de :

- Renforcer davantage l'efficacité et la bonne gouvernance et promouvoir une économie verte, circulaire et, dans la mesure du possible, neutre en carbone, basée sur une prise de décision scientifique solide, en donnant la priorité aux planifications intégrées de gestion environnementale (terre, mer et air) et aux processus participatifs y compris l'adhésion à la Convention d'Aarhus, en élaborant et améliorant des cadres juridiques et institutionnels appropriés et par des incitations commerciales.
- Harmoniser les législations et les cadres réglementaires nationaux avec les conventions, les protocoles, et les stratégies mondiaux et régionaux pertinents et mettre en place les dispositions nécessaires à leur ratification et à leur application correcte, à leur suivi et leur communication. Parmi lesquelles : l'Agenda 2030 pour le développement durable, les Objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique, les Agendas de l'UpM pour l'eau, l'environnement, le climat et l'économie bleue, la Convention de Barcelone et les récentes décisions de la 21ème Réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (Naples, Italie, 2-5 décembre 2019), la Convention de Ramsar, etc.
- Traiter la perte de biodiversité et de la dégradation des terres, ainsi que du changement climatique de manière combinée et intégrée en tant que priorité politique, compte tenu de la valeur fondamentale de la diversité biologique, en particulier des écosystèmes marins et côtiers, dans la fourniture de biens et services essentiels à la subsistance des populations de la région méditerranéenne.
- S'engager à une participation active et coordonnée à la 26ème réunion des parties contractantes à la CCNUCC qui aura lieu à Glasgow (novembre 2020) suite à une phase préparatoire coordonnée conjointement par COMPSUD et les principaux organismes et réseaux régionaux.
- Reconnaître et mettre à niveau au niveau de la sécurité nationale et régionale, la sécurité de l'approche Nexus Eau-Energie-Alimentation- Ecosystème (EEAE) avec la promotion des énergies renouvelables et modifications appropriées des cadres réglementaires pour l'utilisation sans risques des ressources en eau non conventionnelles.
- Dans le cadre de l'approche susmentionnée, cibler les deux principaux secteurs économiques de la région, notamment l'agriculture et le tourisme, et adapter de manière intégrée les priorités, stratégies et pratiques appropriées, accompagnées de mesures concrètes.
- Favoriser, par des incitations et des mesures concrètes qui se reflètent dans les plans d'action nationaux améliorés des solutions basées sur la nature, particulièrement pour la restauration du paysage et la gestion des zones humides côtières et autres écosystèmes vulnérables. Ces mesures devraient être compatibles avec l'approche écosystémique (EcAP/EBA) et la combinaison optimale de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) avec la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et de changement climatique, le Cadre méthodologique intégré (FMI-PNUE/UNESCO/GWP-Med) et l'approche Nexus WEF E et

constituent des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, contribuant à la réalisation de nombreux objectifs du Millénaire pour le développement suivant une approche intégrée et systémique.

- Promouvoir l'utilisation des plans et des cartes de sécheresse et de cartes de vulnérabilité/de risques d'inondation comme outils efficaces de planification/gestion et de prise de décision.
- Reconnaisant la gravité du problème des déchets marins et la contribution des plastiques à ce problème y compris les biodégradables, soutenir un accord juridiquement contraignant au niveau global et l'introduction urgente d'une législation spécifique pour l'élimination progressive des plastiques à usage unique, parallèlement aux systèmes de retour/réutilisation/recyclage et de responsabilité élargie des producteurs (REP) et aux systèmes efficaces de gestion des déchets solides municipaux, agricoles et touristiques.
- Concernés par l'augmentation des flux croissants de réfugiés et de migrants vers les pays méditerranéens et par les diverses pressions inquiétantes qui s'exercent sur les communautés locales, les ressources naturelles, les infrastructures et les services de base, notamment l'accès à l'eau, l'énergie, l'éducation et la santé, appeler l'Union Européenne et la Communauté internationale de faire preuve, de manière concrète, de solidarité et de développer une politique globale qui réduit les tensions dans les pays d'origine et aider les pays hôtes et en transition à promouvoir et maintenir des actions concrètes pour atténuer leurs conséquences sur les communautés d'accueil et les réfugiés au niveau national et local.
- Promouvoir systématiquement l'éducation en vue du développement durable (EDD) à tous les niveaux et types d'éducation, conformément à la Stratégie méditerranéenne pour l'EDD et à son Plan d'action, et accroître les ressources matérielles et humaines investies dans ce domaine, car l'éducation, la sensibilisation et la formation sont les moyens les plus efficaces pour relever les défis de la nouvelle décennie et au-delà, en façonnant les comportements vers des modes de consommation et de production plus durables, respectant l'environnement naturel et culturel unique de la Méditerranée et son héritage varié et riche.
- Accueillir et reconnaître, entre autres, les politiques, les stratégies et les programmes/projets de l'Union Européenne, des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes soutenant les efforts des gouvernements et de la société civile de la région pour promouvoir la protection de l'environnement et son développement durable dans des conditions de paix, de démocratie, de stabilité, de solidarité, de respect de la souveraineté de chaque pays et de protection des droits de l'homme.

Nous soulignons la nécessité d'une action urgente en Méditerranée, fondée sur une volonté politique forte renouvelée et une mobilisation importante des ressources, pour que tous ces objectifs soient atteints.

Nous remercions le Parlement du Royaume du Maroc d'avoir accueilli cette réunion et le Gouvernement marocain pour son support.



## **Cercle des Parlementaires Méditerranéens pour le Développement Durable**

### **Secrétariat conjoint**

Bureau d'Information Méditerranéen pour l'Environnement, la Culture et le Développement Durable (MIO- ECSDE) & Partenariat Mondial de l'Eau - Méditerranée (PME-Med)

### **Coordonnées**

12, rue Kyrristou, 10556, Athènes, GRECE

[info@mio-ecsde.org](mailto:info@mio-ecsde.org) +30 210 3247490